



CTL du 15 Février 2018

Déclaration liminaire

Monsieur le Président

2018, est l'année des grands chantiers de destruction de notre administration.

Avec la mission **2022**, un nouveau cap sera franchi dans la volonté destructrice des fondements de la DGFIP.

Sous couvert de réformer l'état et ses services, il s'agit de mettre les politiques publiques en conformité avec le modèle libéral, au service exclusif des «entreprises»

Dans cette logique, les droits et garanties des agents constituent encore un obstacle qu'il s'agit de faire sauter et c'est bien tout le sens des annonces de Bruno PARENT sur les règles de mutation, et à terme c'est bien le statut qui est dans le viseur de nos dirigeants.

Aujourd'hui, seule la logique budgétaire prévaut avec comme politique de rendre les personnels plus mobiles pour finaliser les restructurations et les fermetures de services, économiser sur la formation professionnelle en recrutant un maximum de cadres et d'agents au choix, utiliser les leviers du PPCR et du RIFSEEP pour à terme accélérer la mobilité externe, lorsque la DGFIP aura liquidé des blocs de missions conformément au futur programme « action publique 2022.»

L'existence même de notre administration à réseau déconcentré est désormais menacée et nos droits voués à la déchiqueteuse par le gouvernement et la Direction Générale.

La CGT Finances Publiques propose d'autres choix et revendique le renforcement et le développement des services publics pour une société fondée sur la cohésion sociale et la solidarité, ce qui nécessite des moyens budgétaires et humains.

A l'ordre du jour de ce CTL, la mise en place d'un SAR au sein de la Trésorerie de Boulogne Municipale.

Les Services d'Appuis au Réseau ont pour mission d'effectuer le soutien traditionnel des missions du Service Public Local, la prise en charge des missions qui constituent le cœur de métier des trésoreries de proximité (dépenses, recettes et la comptabilité). Le but de la création des SAR s'inscrit dans le dépeçage de notre administration centrale à réseau déconcentré, de notre réseau de proximité, de nos missions fiscales, comptables et foncières.

C'est un nouveau pas franchi dans la destruction systématique des structures de proximité du réseau, pour déplacer les missions vers des pôles géographiquement

multi-compétents, quand ce n'est pas pour abandonner purement et simplement des missions à plus ou moins longue échéance et les transférer au privé.

La CGT Finances Publiques revendique la défense de notre réseau de trésoreries, réaffirme son attachement au statut du comptable, ainsi qu'à la RPP qui y est rattachée.

La CGT Finances Publiques exige des moyens humains et matériels pour conforter l'exercice des missions du SPL dans les trésoreries de proximité.

Pas besoin de l'informatisation du Tableau de Bord de Veille Social pour se rendre compte que la situation dans les services s'aggrave d'année en année.

Plutôt que de soigner ses services malades, la DGFIP se contente de prendre leur température. Elle constate que l'état de santé se dégrade, au lieu d'alerter le malade, elle réduit la qualité de son thermomètre en réduisant les indicateurs. Nous sommes passés d'un thermomètre numérique à un thermomètre au mercure. A quand la simple main posée sur un front brûlant avant de dire que tout va bien?

Concernant la titularisation des agents berkani, La CGT ne peut que se satisfaire de la titularisation d'emplois précaires. Mais elle ne peut aussi que déplorer le nombre trop faible d'élus par rapport au nombre d'appelés, le recours de plus en plus nombreux à des sociétés de nettoyage privées travaillant dans des conditions toujours plus difficiles.

Les suppressions d'emplois nous obligent de plus en plus à recourir à des tours de passe-passe pour pouvoir effectuer nos missions. La CGT ne peut accepter que les missions qui devraient être effectuées par des agents titulaires et expérimentés soient confiés à des jeunes en emplois précaires et sous payés. Le Recrutement des services civiques même s'il nous est imposé ne doit pas servir à masquer la situation des services. Au vu du nombre de démissions et d'abandons cela ne peut être considérée comme un motif de satisfecit de la part de l'administration.

Depuis plusieurs mois la CGT Finances Publiques du Pas de Calais a attiré votre attention, Monsieur le Président, sur la situation du site de Saint Omer. les agents subissent et les blessures sont irréversibles. Cette situation qui dure depuis trop longtemps agace et révolte beaucoup de nos collègues dans le département. Ils ne comprennent pas pourquoi rien n'est fait pour y mettre fin.

Devrons nous attendre d'avoir un «funeste accident» pour que la DGFIP fasse autre chose que poser des affiches dans les restaurants administratifs contre le harcèlement?

Les élus CGT Finances Publiques

René QUIDE

Frédéric SCALBERT